

Unité départementale des Alpes Maritimes et du Var  
244 Avenue de l'Infanterie de Marine BP 50520  
83070 Toulon

Toulon, le 28/02/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 14/02/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **PROVENCE GRANULATS**

Le Défens d'Embuis  
83340 Le Cannet-des-Maures

Références : D-UD83-2024-0113  
Code AIOT : 0006401203

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/02/2024 dans l'établissement PROVENCE GRANULATS implanté Le Defens d'Embuis 83340 Le Cannet-des-Maures. L'inspection a été annoncée le 31/01/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette inspection s'inscrit dans le cadre d'une action régionale coup de poing 2024 de l'Inspection des Installations classées.

L'objet de cette inspection est de contrôler le respect des prescriptions liées à la consommation d'eau et de rappeler aux industriels les exigences applicables en période de sécheresse.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- PROVENCE GRANULATS
- Le Defens d'Embuis 83340 Le Cannet-des-Maures
- Code AIOT : 0006401203
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière est exploitée par la société PROVENCE GRANULATS . Il s'agit d'une carrière de roches massives exploitée à ciel ouvert. La carrière et les installations de traitement des matériaux sont autorisées par arrêté préfectoral du 06 décembre 2017 modifié pour une durée de 25 ans avec une production annuelle maximale de 650 000 tonnes.

Le réaménagement de la carrière est réalisé concomitamment à l'extraction, par l'apport de matériaux inertes d'origine interne et externe d'un volume d'environ 3 000 000 m<sup>3</sup>.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	Volumes d'eau prélevé	Arrêté Préfectoral du 06/12/2017, article 2	Mise en demeure, respect de prescription	12 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Origine de l'eau et prélèvement	Arrêté Préfectoral du 06/12/2017, article 11.1	Sans objet
2	Présence de compteurs	Arrêté Préfectoral du 06/12/2017, article 11.1	Sans objet
4	Suivi des consommations d'eau / relevé / registre	Arrêté Préfectoral du 06/12/2017, article 11.1	Sans objet
5	Déclarations GEREP : prélèvements et volumes d'eau rejetés	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4-I	Sans objet
6	Déclaration en période de sécheresse (niveau d'alerte renforcée, crise)	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2-IV	Sans objet
7	Mise en œuvre du PSH	Autre du 20/03/2023, article communication DREAL	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le prélèvement d'eau annuel est supérieur à la limite prescrite dans l'arrêté d'autorisation d'exploiter du 06 décembre 2017.

L'exploitant doit prendre sans délai les mesures nécessaires au respect de cette limite annuelle .

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Origine de l'eau et prélèvement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/12/2017, article 11.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eau
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Toutes les dispositions doivent être prises pour limiter la consommation d'eau. Les besoins en eau de la carrière sont principalement liés à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• l'abattage des poussières (arrosage du site, décrottage des roues en sortie de site, etc ...) ;</li> <li>• l'arrosage des espaces verts présents au niveau des installations de traitement;</li> <li>• l'aire de nettoyage et de lavage des engins ;</li> <li>• aux sanitaires présents sur le site ;</li> <li>• aux moyens de lutte contre l'incendie ;</li> <li>• l'alimentation en eau des installations de lavage en circuit fermé des matériaux, pour compenser l'évaporation.</li> </ul> <p>Le site est alimenté en eau par son réseau interne composé des deux forages visés à l'article 2.</p> <p><b>Constats :</b></p> <p>Les origines de l'eau et leurs utilisations sont les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Eaux domestiques (sanitaires, boisson...) : OUI – Origine de l'eau : Forage</li> <li>- Eaux process : OUI Origine de l'eau : Forage</li> <li>- Eaux pour abattement de poussières et/ou autres polluants : Origine de l'eau : Forage</li> <li>- Eaux incendie : OUI – Origine de l'eau : Forage</li> <li>- Eaux de nettoyage OUI - Origine de l'eau : Forage</li> </ul> <p>Les coordonnées Lambert 93 des 2 forages ont été relevés.</p> <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 2 : Présence de compteurs**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/12/2017, article 11.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eau
<b>Prescription contrôlée :</b> Des dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée sont mis en place par l'exploitant.
<b>Constats :</b>  Chaque forage est équipé d'un compteur
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 3 : Volumes d'eau prélevé**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/12/2017, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eau
<b>Prescription contrôlée :</b>  Prélèvement maximal de 18 000 m <sup>3</sup> /an au moyen de 2 forages implantés sur le site.
<b>Constats :</b>  Le prélèvement d'eau en 2023 est égal à 29 837 m <sup>3</sup> et donc supérieur à la limite de 18 000 M <sup>3</sup> par an prescrite .
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Le prélèvement d'eau doit être sensiblement réduit afin de respecter la limite annuelle de 18 000 M <sup>3</sup> par an pour l'année 2024 L'exploitant devra préciser à l'inspection , sous 1 mois , les actions prévues afin de respecter cette limite .
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 12 mois

**N° 4 : Suivi des consommations d'eau / relevé / registre**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/12/2017, article 11.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eau
<b>Prescription contrôlée :</b> Ces dispositifs doivent être relevés à minima une fois par mois et les résultats de ces mesures sont portés sur un registre.  Un bilan annuel des consommations d'eau est effectué par l'exploitant ; il est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b>  L'exploitant tient à jour un registre informatisé pour chaque forage Le relevé est hebdomadaire
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 5 : Déclarations GEREP : prélèvements et volumes d'eau rejetés**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4-I
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eau
<b>Prescription contrôlée :</b> Pour : <ul style="list-style-type: none"><li>- établissements ICPE à A ou E, à l'exclusion des élevages, sauf les installations relevant de la rubrique 3660 ;</li><li>- pisciculture d'une capacité de production supérieure à 1 000 tonnes par an ;</li><li>- STEP urbaines d'une capacité nominale supérieure à 6 000 kg/j de DBO5 (100 000 équivalents habitants) ;</li><li>- site d'extraction relevant du code minier.</li></ul> Prélèvements : L'exploitant [...] déclare chaque année au ministre en charge des installations classées, [...] Les volumes d'eau consommée ou prélevée dès lors que le volume provenant d'un réseau d'adduction est supérieur à 50 000 m <sup>3</sup> / an ou que le volume prélevé dans le milieu naturel est supérieur à 7 000 m <sup>3</sup> / an.  Volumes d'eaux rejetés : L'exploitant [...] déclare chaque année au ministre en charge des installations classées [...] Les volumes d'eau rejetée, le nom, la nature du milieu récepteur dès lors que le volume de prélèvement total est supérieur à 50 000 m <sup>3</sup> / an ou que l'exploitant déclare au moins une émission dans l'eau au titre du premier tiret du présent article ;
<b>Constats :</b>  L'exploitant effectue régulièrement ses déclarations GEREP. La déclaration au titre de l'année 2023 est en cours.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 6 : Déclaration en période de sécheresse (niveau d'alerte renforcée, crise)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2-IV
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eau
<b>Prescription contrôlée :</b> Pour : ICPE à A ou à E dont le prélèvement d'eau total annuel est supérieur à 10 000 mètres cubes  Lorsque les niveaux de gravité d'alerte renforcée ou de crise sont en vigueur, l'exploitant transmet, chaque semaine calendaire, au plus tard le mercredi, à l'inspection des installations classées, les volumes d'eau journaliers prélevés et consommés sur la semaine calendaire précédente et le volume journalier moyen prévisionnel prélevé et consommé pour les besoins de son installation pour la semaine calendaire en cours. Cette transmission est faite en utilisant le lien suivant : <a href="https://www.demarches-simplifiees.fr/commencer/icpe-secheresse-rapportage-hebdomadaire">https://www.demarches-simplifiees.fr/commencer/icpe-secheresse-rapportage-hebdomadaire</a>  La dernière transmission est réalisée la semaine calendaire suivant celle de la levée des niveaux d'alerte renforcée et de crise.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a été confronté en 2023 à un niveau de gravité Alerte renforcée / Crise
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite



**N° 7 : Mise en œuvre du PSH**

**Référence réglementaire :** Autre du 20/03/2023, article communication DREAL

**Thème(s) :** Risques chroniques, PSH

**Prescription contrôlée :**

Les services de l'État ont tiré le retour d'expérience de l'épisode de sécheresse de l'année 2022 en préparation de l'été 2023. Il en sera de même pour la préparation de l'été 2024.

Le cadrage régional pour l'étiage 2022 a été maintenu pour l'étiage 2023 avec des réductions demandées pour les usages économiques de 20 % des prélèvements au niveau de gravité « alerte », de 40 % des prélèvements au niveau de gravité « alerte renforcée » et des dispositions plus contraignantes pourront être prises par arrêté préfectoral en cas de crise. Ces éléments sont présentés sur le site internet de la DREAL PACA. Ils seront maintenus en 2024.

Des adaptations à ces réductions forfaitaires sont prévues pour les usages industriels dans 2 cas :

1. L'établissement dispose de restrictions déjà prescrites dans un arrêté préfectoral conduisant à une diminution effective selon les niveaux de gravité de sécheresse. L'arrêté préfectoral d'autorisation prévaut alors.

2. L'établissement a mis en place un plan de sobriété hydrique (PSH) dont le contenu est défini par l'inspection des installations classées. L'établissement devra notamment définir, dans le PSH, des mesures quantifiées de diminution de ses prélèvements pour chaque niveau d'alerte.

Vous trouverez en PJ de ce mail la trame du PSH établie par l'inspection des installations classées, également disponible sur le site internet de la DREAL PACA.

Pour tout établissement désireux d'entrer dans le cas d'adaptation n°2, le PSH sera élaboré et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées (IIC) au plus tôt.

L'IIC sera amenée à vérifier lors d'inspections le respect des mesures de l'arrêté cadre sécheresse et, le cas échéant, d'examiner le contenu du PSH.

Le préfet pourra décider de lever cette adaptation (n°2) s'il considère que les mesures de réduction, en période de sécheresse, proposées dans le PSH sont insuffisantes.

**Constats :**

L'exploitant a mis en place un PSH

**Type de suites proposées :** Sans suite